

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE COTIERS

76 rue d'Amsterdam
75009 Paris

Références : 2024-601
Code AIOT : 0005300405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE COTIERS implanté 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 02/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contexte de la visite A voir comment ca sort dans SARI

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE COTIERS
- 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005300405
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt pétrolier (essences, gazole, fioul...)

La société DPC compte 2 sites, celui de Mondeville (14) et celui de St Pol sur mer (59). Les actionnaires de DPC sont BP, Esso, Intermarché, Carrefour, Leclerc. La société DPC fait appel au soutien du groupe Raffinerie du Midi (qui assure une assistance maîtrise d'ouvrage pour d'autres dépôts également), dont les actionnaires sont Bolloré, Esso, Total.

Les activités du site de Mondeville sont celles d'un dépôt d'hydrocarbures, à savoir:

- réception des hydrocarbures (essences, gazole, fioul...) par pipeline (via Trapil) et des additifs ou base éthanol par camions,
- stockage des produits dans des réservoirs ou ballons,
- chargement des camions citernes pour livraison aux clients.

Le transfert des produits au sein du site s'effectue par tuyauteries et les expéditions par des postes de chargement de camions (PCC). Le dépôt dispose également d'une unité de récupération des vapeurs (URV) d'essence, émises lors du remplissage des camions-citernes.

Compte tenu des activités exercées et des inventaires d'hydrocarbures stockés, cet établissement relève du régime Seveso seuil haut. Ses installations sont régulièrement autorisées par les arrêtés préfectoraux des 4 décembre 2002, 1er août 2008, 21 mars 2011, 9 janvier 2014 et 11 août 2023.

L'Inspection s'est rendue auprès de l'automate déporté de gestion incendie et des pieds de supportage de tuyauterie près du bac S au niveau du dépôt 2, de l'automate de gestion incendie au niveau du dépôt 1, des caniveaux 5, 6 et 7, du poste de chargement de camions (PCC) et du local défense contre l'incendie (DCI).

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R512-69	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Etude des dangers - notice de réexamen	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2023, article Annexe 1 article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection essentiellement orientée sur l'examen de la notice quinquennale de réexamen a permis de formuler à l'exploitant les compléments attendus pour le 31 décembre 2024. Ces compléments, indiqués dans la partie confidentielle de ce rapport, portent notamment sur les phénomènes dangereux retenus dans la grille MMR.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il compte remplacer les émulseurs 6% dont il dispose par des émulseurs 3%. Ceci va permettre de supprimer l'ensemble des émulseurs fluorés du dépôt et de disposer d'émulseurs au même taux que ceux employés par le SDIS et permettre un calcul aisé de leurs consommations en cas d'utilisation lors d'un sinistre.

L'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'avant de substituer ses émulseurs, une analyse doit être effectuée sur les modifications des conditions d'exploitation de la défense contre l'incendie du dépôt (notamment lors de la phase travaux nécessitant la mise en place de la plateforme temporaire d'émulseurs 3 % permettant de vidanger les réserves existantes d'émulseurs 6% et de procéder au rinçage des cuves). L'exploitant a indiqué que cette substitution devrait intervenir en novembre prochain et l'Inspection attend donc le positionnement de l'exploitant sur la substantialité et/ou la notabilité de la modification des conditions d'exploitation avant le début des opérations projetées.

En complément, l'exploitant a indiqué réaliser des mesures sur les PFAS et qu'un rinçage des cuves d'émulseurs serait réalisé avec prise en charge et éliminations des déchets générés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Le Plan d'Opération Interne (POI) est établi sur la base des risques et moyens d'intervention</p>

nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Ce plan est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. L'exploitant met à jour son plan d'opération interne (POI) suite à la révision de son étude des dangers puis au moins tous les trois ans.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 12/06/24:

L'exploitant déclare avoir mis à jour son POI.

Suite à la transmission par l'exploitant voisin d'éléments nouveaux, une nouvelle mise à jour intégrant ces éléments est attendue sous 4 mois.

Constats de la présente visite d'inspection:

L'exploitant a transmis son POI mis à jour en version numérique (sans transmission d'exemplaires papier à l'Inspection ou au SDIS) compte tenu du passage d'émulseur d'un taux de 6% à 3% au mois de novembre prochain qui nécessitera une nouvelle mise à jour du POI des différents scénarios mettant en œuvre des émulseurs. Aussi l'exploitant se propose de ne pas imprimer immédiatement le POI mais d'attendre le changement effectif des émulseurs à 3% pour rééditer sous format papier son POI. L'Inspection accepte cette proposition compte tenu de la transmission de son POI en version numérique à la date du 3 octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tenir à disposition du SDIS un exemplaire papier du plan d'opération interne sur le site en toutes circonstances.

Transmettre le POI (version numérique et version papier) mis à jour suite au changement des émulseurs sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2023, article Annexe 1 article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Liste MMR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024

Prescription contrôlée :

Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers et ses

compléments est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande.

Ce document doit indiquer a minima l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance vis-à-vis des autres MMR.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 12/06/24:

L'exploitant a pu transmettre la liste des MMR. Cette dernière doit être datée ou tout du moins un numéro de version doit être indiqué afin d'avoir la certitude qu'il s'agit de la liste en vigueur. La liste des MMR fait bien apparaître l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue. Concernant son "indépendance vis-à-vis des autres MMR" et comme cela est indiqué dans le document que "Ce point est abordé ultérieurement dans ce document" l'Inspection n'a pas été en mesure de trouver la justification dans le document fourni.

Constats de la présente visite d'inspection:

L'exploitant a transmis par mail du 11/10/24 la version 2 en date de septembre 2024 de ses fiches MMR. Ce document traite effectivement de l'indépendance de MMR. Cette liste des MMR fait apparaître l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/07/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 12/06/24:

L'exploitant a pu présenter oralement à l'Inspection au niveau du PCC l'accident survenu le 11/04/24 et la chronologie des faits. Le rapport d'accident est maintenant attendu sous 15 jours.

Constats de la présente visite d'inspection:

L'exploitant a transmis le rapport d'accident le 22 juillet suite à la transmission le 8 juillet 2024 du rapport de visite du 12 juin 2024.

Par mail du 23 juillet 2024, l'Inspection a interrogé l'exploitant sur certains éléments du rapport d'accident.

Par mail du 11/10//24, l'exploitant a pu transmettre la version 9 de la fiche de notification d'accident répondant aux demandes de l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra début décembre les éléments sur l'efficacité des moyens d'extinction suite à la réalisation de tests à l'issue du changement d'émulseur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des équipements et installations

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;- les règles de réalisation de l'état initial ;- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision. Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :- l'état initial de l'équipement ;- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de

l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'examen de la notice de réexamen quinquennale de l'étude des dangers comporte un item dédié au "retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis". L'Inspection juge cet item insuffisamment développé et a donc interrogé l'exploitant sur son plan de modernisation des installations industrielles (PMII). L'exploitant a pu développer son argumentaire concernant cet item qui doit être complété dans la notice de réexamen. Le détail de ce point est développé en partie confidentielle du rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etude des dangers - notice de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des dangers

Prescription contrôlée :

[...]

II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre. L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications d'installations ou d'activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; 2° Dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ; 3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement ; 4° A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des "quasi-accidents", ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers. En outre, le préfet peut prescrire un

réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté. La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet. Si l'instruction de l'étude de dangers révisée conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, le préfet le notifie, dans un délai raisonnable, à l'exploitant. Si l'instruction de l'étude de dangers conclut à la persistance de dangers inacceptables pour les intérêts protégés en vertu de l'article L. 511-1, le préfet prend un arrêté complémentaire en application de l'article L. 181-14 ou, s'il estime qu'aucune mesure complémentaire n'est de nature à faire disparaître ces dangers, transmet au ministre chargé des installations classées un rapport en vue de la mise en œuvre par ce dernier de la procédure prévue à l'article L. 514-7.
[...]

Constats :

L'examen de la notice de réexamen a conduit à faire des demandes de compléments oraux à l'exploitant pouvant aboutir à la révision de l'étude des dangers.
Ces compléments sont indiqués par écrit en partie confidentielle du rapport de visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter sa notice de réexamen sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois